

-0-0-

I LIAISONS et INFORMATIONS

Il est donné des informations sur différents camarades avec qui nous sommes en liaison, notamment un groupe de camarades se trouvant au MAROC un camarade travaillant à la Sécurité Sociale, des camarades publiant LA TRIBUNE OUVRIERE MORSE.

En ce qui concerne dernier point des licenciements ayant eu lieu dans l'entreprise, il en est résulté une baisse d'intérêt pour " LA TRIBUNE OUVRIERE MORSE " et un refus de diffuser cette tribune; les camarades animant cette expérience ne publient plus maintenant qu'un texte tapé à quelques exemplaires; d'une brève discussion qui suit cette information, il apparaît qu'il n'y a pas lieu de considérer ce " repli " comme un désarroi de la part des ouvriers, mais une transformation vers une nouvelle forme de lutte, adoptée à la situation.

Quelques informations sont échangées sur les rapports avec le groupe SOCIALISME DU BARBARIE.

Sur le nom à donner au groupe et après la discussion d'une contre proposition pour le titre " Autonomie prolétarienne ", le titre précédent " INFORMATION et LIAISON OUVRIERES " est adopté définitivement. Cependant pour répondre à certaines observations, il est convenu que ce titre sera suivi partout où il figurera de quelques lignes explicatives qui éviteront toutes équivoques sur le sens de notre activité.

II PROJET DE TEXTE

A la suite de la discussion de la réunion précédente sur la situation sociale en FRANCE, un camarade a établi un texte qu'il a déjà diffusé à quelques exemplaires en vue d'une discussion.

Ce texte intitulé " Faisons le point de la récession " se situe sur le plan d'une description de la situation économique et essaie surtout d'analyser secteur par secteur les raisons particulières de récession. La conclusion souligne que si on ne peut prédire avec certitude l'avenir, on peut toutefois dire que la situation économique française se trouve dans l'obligation de poursuivre son effort de modernisation et d'équipement, que ceci entraînera des " rajustements " mais qu'on ne peut parler en aucune manière de crise.

Deux camarades qui ont pu examiner ce texte pensent qu'il est nécessaire d'élargir le papier que nous envisageons de faire et de parler également des conséquences de cette situation tant pour les ouvriers que sur le plan syndical et politique; en ce qui concerne les rapports patrons-ouvriers, les réductions d'horaires posent de manière aigüe le problème des heures supplémentaires. D'autre part, on assiste à une certaine exploitation syndicale et politique de cette récession; le texte sur le fond de salaire garanti qui avait été envisagé précédemment pourrait, dans ces conditions, être lié à cette description de la situation économique.

La discussion qui suit ces propositions de textes s'oriente autour des points suivants:

1°) SUR LA FORME du TEXTE : il s'agit plus en définitive de la forme des textes que nous envisageons de faire assez largement; selon certains, il faut tenter de répondre aux questions que peuvent se poser les ouvriers et si l'on doit donner une explication (en l'occurrence une analyse économique globale), il faut aussi examiner les conséquences pour les travailleurs, définir les responsabilités qu'ils peuvent chercher, et même tracer des perspectives. Pour d'autres camarades, il ne faut pas essayer de parler d'une manière définitive d'une situation dont nous pouvons ignorer certains aspects concrets, ni d'essayer d'établir des pronostics.

D'autres camarades soulignent également qu'un tel texte ne doit pas viser à être un " tout "; que la manière de traiter les sujets se dégagera de l'échange que nous attendons réellement par la diffusion de tels textes.

2°) SUR LES POINTS à ABORDER DANS CE TEXTE : il faut insister sur les facteurs généraux qui se situent au niveau d'une explication globale; à la

suite d'une discussion dans laquelle interviennent plusieurs camarades, cette question pourrait être présentée comme suit: le ralentissement de la production est imputable:

- aux remous provoqués à longue échéance par la crise de STÉZ
- à la guerre d'ALGERIE qui a entraîné à la fin de 1957 une nécessité absolue de réduire les importations et le taux d'expansion; il s'agit d'une sorte de crise préfabriquée mais dont les effets ont été lents à se faire sentir et commencent seulement à être sensibles.

- le pouvoir d'achat de la classe ouvrière qui avait pu se maintenir antérieurement a au contraire diminué dans le premier semestre 1957; depuis JUILLET, le régime DE GAULLE a réussi à maintenir une "pause sociale"; cette situation, si elle se prolongeait pourrait contenir un germe de crise.

- néanmoins, les autres facteurs de l'économie pourraient démentir une menace de récession sérieuse; d'une part, il y a la nécessité de modernisation et d'expansion du capitalisme français; parallèlement, la productivité augmente rapidement, et il y a des points de rupture car la production croît plus vite que le pouvoir d'achat distribué.

C'est pourquoi, en fin de compte, il est plus vraisemblable de parler de rajustements qu'entraîne une sorte de retour à une situation de capitalisme classique avec un chômage permanent important, analogue à celle des USA ou de la GRANDE BRETAGNE.

- en ce qui concerne la question des heures supplémentaires, il est évident que le système de rémunération de ces heures et la politique des syndicats ont conduit les salariés à considérer qu'ils ne pouvaient avoir de salaires plus élevés que dans le cadre d'une expansion économique et en acceptant de faire de nombreuses heures supplémentaires.

Cette défense individuelle des salaires ne peut plus être pratiquée à partir du moment où la réduction des horaires de travail entraîne un écrémage des heures les mieux payées et à cette situation nouvelle les salariés devront faire face avec des méthodes nouvelles.

Il faut aussi souligner l'attitude du patronat qui à la fois craint et exploite cette situation; l'exploitation de la récession jouant à la fois vis à vis des salariés pour leur faire accepter des conditions plus dures de travail et vis à vis du gouvernement pour tenter d'obtenir un desserrement des crédits.

3°) SUR LA CONCLUSION: montrer que si dans l'immédiat il y a un certain désarroi parmi les ouvriers notamment par l'exploitation qui est faite de cette récession; le fait que cette situation peut présenter un caractère défavorable, il tendra à s'établir un nouveau rapport de forces entre le patronat et le prolétariat avec de nouvelles formes de lutte.

III SITUATION EN ALGERIE

La situation en ALGERIE, confirme la capacité du gouvernement DE GAULLE, en tant que bonapartisme s'appuyant sur des fractions de diverses classes en FRANCE, de réduire la guerre d'ALGERIE et de faire des réformes dans l'état bourgeois; il ne pourrait aucunement, quant à présent développer les éléments d'un fascisme naissant. Au contraire, il cherche à rétablir une certaine légalité et à promouvoir une condition plus ordonnée du capitalisme français; aussi bien dans la constitution qu'en ALGERIE, ce processus ne cesse de s'affirmer.

En ALGERIE, toute une fraction de la population -même européenne n'est pas disposée à suivre les extrémistes du Comité de Salut Public de même l'armée n'est pas prête à se lancer dans une aventure anti-gaulliste

Les faits qui se déroulent actuellement confirment l'interprétation que nous avons pu donner antérieurement aux événements.

Un camarade ne partage pas toutefois ce point de vue et une discussion aura lieu lors d'une prochaine réunion tant sur ce point que sur la nature du nationalisme algérien à la lumière des positions prises récemment par le F.L.N.